



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2003/L.10/Add.8
16 avril 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-neuvième session
Point 21 b) de l'ordre du jour

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION**

Projet de rapport de la Commission

Rapporteur: M. Branko SOCANAC

TABLE DES MATIÈRES*

Chapitre:

**VIII. QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES
TERRITOIRES ARABES OCCUPÉS, Y COMPRIS LA PALESTINE**

* Le document E/CN.4/2003/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/2003/L.11 et ses additifs.

VIII. Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine

1. La Commission a examiné le point 8 de son ordre du jour à sa 19^e séance, le 27 mars, à sa 21^e séance, le 28 mars, à sa 22^e séance, le 31 mars et à sa 48^e séance, le 15 avril 2003.
2. L'annexe VI au présent rapport contient la liste des documents publiés au titre du point 8 de l'ordre du jour. L'annexe V contient la liste de toutes les résolutions et décisions adoptées par la Commission et des déclarations du Président, par point de l'ordre du jour.
3. À la 19^e séance, le 27 mars 2003, le Rapporteur spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, M. John Dugard, a présenté son rapport (E/CN.4/2003/30).
4. Au cours du dialogue interactif, les représentants de l'Algérie, de la République arabe syrienne et des États-Unis d'Amérique ainsi que les observateurs de la Grèce, de la Suisse et de la Palestine ont posé au Rapporteur spécial des questions auxquelles celui-ci a répondu.
5. Au cours du débat général sur le point 8 de l'ordre du jour, des déclarations ont été faites par des membres de la Commission, des observateurs et des représentants d'organisations non gouvernementales. Pour une liste détaillée des intervenants, voir l'annexe III au présent rapport.

Les droits de l'homme dans le Golan syrien occupé

6. À la 48^e séance, le 15 avril 2003, le représentant de la République arabe syrienne a présenté le projet de résolution E/CN.4/2003/L.3, qui avait pour auteurs les pays suivants: Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Oman, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Tunisie, Yémen et Zimbabwe. Ultérieurement, l'Indonésie et le Togo se sont joints aux auteurs et la Jamahiriya arabe libyenne a retiré son nom de la liste des auteurs.
7. Le représentant de la République arabe syrienne et l'observateur d'Israël ont fait des déclarations au sujet du projet de résolution.

8. Les représentants du Canada, du Guatemala et des États-Unis d'Amérique ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

9. À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il a été procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution, qui a été adopté par 31 voix contre une, avec 21 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bahreïn, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Gabon, Inde, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Malaisie, Mexique, Ouganda, Pakistan, Paraguay, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Léone, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Togo, Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe.

Ont voté contre: États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Costa Rica, Croatie, France, Guatemala, Irlande, Japon, Pérou, Pologne, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Thaïlande, Ukraine, Uruguay.

10. Une déclaration a été faite par les représentants du Brésil et de l'Irlande (au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres de la Commission – Allemagne, Autriche, Belgique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède – le pays associé qui est membre de la Commission – la Pologne – souscrivant à cette déclaration) pour expliquer leur vote après le vote.

11. Le texte de la résolution figure à la section A du chapitre II (résolution 2003/5).

Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine

12. À la même séance, le représentant du Pakistan (au nom de l'Organisation de la Conférence islamique) a présenté le projet de résolution E/CN.4/2003/L.12, qui avait pour auteurs les pays

suivants: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Koweït, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Pakistan, Palestine, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Viet Nam, Yémen et Zimbabwe. L'Indonésie, la Jordanie, la Malaisie et le Togo se sont joints ultérieurement aux auteurs.

13. Les observateurs d'Israël et de la Palestine ont fait des déclarations au sujet du projet de résolution.

14. Les représentants du Canada, du Guatemala et des États-Unis d'Amérique ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

15. À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il a été procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution, qui a été adopté par 33 voix contre 5, avec 15 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bahreïn, Brésil, Burkina Faso, Chili, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Gabon, Inde, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Malaisie, Ouganda, Pakistan, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierre Leone, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Thaïlande, Togo, Ukraine, Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe.

Ont voté contre: Allemagne, Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, Pérou.

Se sont abstenus: Autriche, Belgique, Cameroun, Costa Rica, Croatie, France, Guatemala, Irlande, Japon, Mexique, Paraguay, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Uruguay

16. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Argentine et de l'Irlande (au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres de la Commission – Allemagne, Autriche, Belgique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède –, le pays associé qui est membre de la Commission – la Pologne – souscrivant à cette déclaration) pour expliquer leur vote après le vote.

17. Le texte de la résolution figure à la section A du chapitre II (résolution 2003/6).

Colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés

18. À la même séance, l'observateur de la Grèce (au nom de l'Union européenne) a présenté le projet de résolution E/CN.4/2003/L.18, qui avait pour auteurs les pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Lichtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Suède et Suisse. Ultérieurement, l'Andorre, Chypre, l'Égypte, l'Estonie, la Hongrie, le Japon, la Jordanie, la Norvège, la Lettonie, la Slovaquie, la Slovénie et la Turquie se sont joints aux auteurs.

19. Les observateurs d'Israël et de la Palestine ont fait des déclarations au sujet du projet de résolution.

20. Les représentants de l'Algérie, de l'Australie, du Canada et des États-Unis d'Amérique ont fait une déclaration pour expliquer leur vote avant le vote.

21. À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il a été procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution, qui a été adopté par 50 voix contre une, avec 2 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Bahreïn, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Croatie, Cuba, Fédération de Russie, France, Gabon, Guatemala, Inde, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kenya, Malaisie, Mexique, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pérou, Pologne, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierre Leone, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Thaïlande, Togo, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe.

Ont voté contre: États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus: Australie, Costa Rica.

22. Une déclaration a été faite par le représentant de la République arabe syrienne pour expliquer son vote après le vote.

23. Le texte de la résolution figure à la section A du chapitre II (résolution 2003/7).
